

A map of the African continent is shown in a light blue color. The country of Mali is highlighted in a solid red color. The map includes the outlines of all African countries.

Mali | COOPÉRATION AU Luxembourg DÉVELOPPEMENT

Novembre 2017





Contenu

04	MALI, VUE D'ENSEMBLE
06	STRATÉGIES & PRINCIPES
07	LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU MALI
08	CHIFFRES
10	ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION AU MALI
12	COOPÉRATION BILATÉRALE
18	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
21	COOPÉRATION RÉGIONALE
24	COOPÉRATION AVEC LES ONG
25	ACTION HUMANITAIRE
26	COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ
27	CONTACTS

Mali, vue d'ensemble



175 / 188

Indice de développement humain

17 994 837

Population

77

Sources d'eau
potable améliorées
(% y ayant accès)

25

Installations
d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

750 USD
RNB/habitant

2,9 %

Taux d'accroissement de la population

4,9

Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

59

Espérance de vie
à la naissance

0,1

Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

75 / 1000
Mortalité infantile

6,1

Enfants/femme

174 %

Taux de fertilité
chez les adolescents

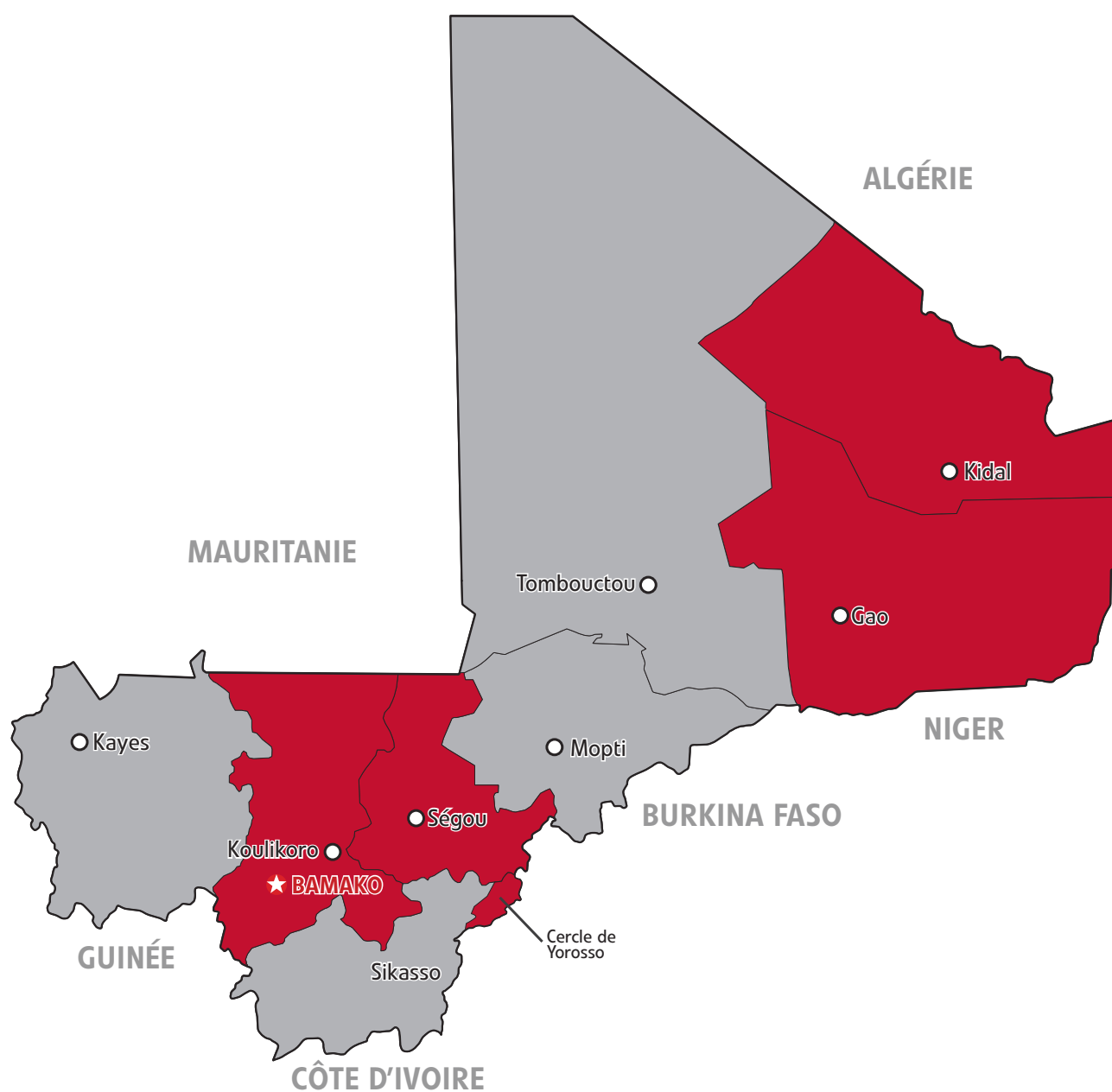
41,3
Inscription à l'école secondaire (% brut)

1 240 192 km²

Superficie

■ Intervention de la Coopération luxembourgeoise

★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg et bureau LuxDev à Bamako, Mali



La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.







ACTIONS




Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

SECTEURS

Les principaux secteurs d'intervention sont dans le domaine social :

-  Accès à l'eau et à l'assainissement
-  Éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelle
-  Santé
-  Développement local

THÉMATIQUES TRANSVERSALES

-  Genre
-  Gouvernance
-  Environnement et changement climatique

CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT

- nombre restreint de pays partenaires ;
- concentration sectorielle ;
- esprit de partenariat pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC).
→ le tout s'inscrivant dans un esprit de l'efficacité du développement.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- depuis 2009, le Luxembourg consacre 1 % de son RNB à l'aide publique au développement ;
- entièrement basée sur des dons et à caractère non-liée ;
- mise en œuvre, selon une approche de partenariats, par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire qui se décline par : l'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires/naturelles et à des conflits violents, la transition, la prévention et résilience.

La Coopération luxembourgeoise au Mali

Signature d'un Accord général de Coopération définissant les relations de coopération entre le Luxembourg et le Mali.

**Nov.
1998**

Le Mali accède au statut de pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise.

1999

Ouverture de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, avec compétence sur le Mali.

2001

Signature du 1^{er} Programme indicatif de Coopération (PIC I 2003-2006) doté d'une enveloppe indicative de 19,4 millions EUR.

**Janvier
2003**

Signature du 2^e Programme indicatif de Coopération (PIC II 2007-2011) doté d'une enveloppe indicative de 55,2 millions EUR.

**Janvier
2007**

Adoption de la « Stratégie intérimaire pour la République du Mali – Vers une reprise complète de la coopération au développement 2013 – 2014 » suite au coup d'État au Mali en mars 2012

2013

Signature du 3^e Programme indicatif de Coopération (PIC III 2015-2019) doté d'une enveloppe indicative de 55 millions EUR.

**Mars
2015**

Ouverture à Bamako d'un bureau de l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, accrédité au Mali.

**Mars
2016**

Secteurs prioritaires



Développement
rural & sécurité
alimentaire



Formation
& insertion
professionnelle



Décentralisation
& bonne
gouvernance

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2015 - 2019	Développement rural et sécurité alimentaire	LuxDev	17 767 383
2015 - 2019	Formation et insertion professionnelle	LuxDev	9 961 000
2015 - 2019	Décentralisation et bonne gouvernance	LuxDev	11 238 500
2015 - 2019	Programme de développement durable dans la région de Kidal	Proman	8 535 000
2015 - 2019	Programme de développement durable dans la région de Gao	Proman	4 920 000
2015 - 2019	Partenariat entre l'Université du Luxembourg et les universités de Bamako	Universités du Luxembourg et de Bamako	861 500
2016 - 2022	Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Mali et au Burkina Faso	SOS Faim	*7 962 474

* Le budget total du projet s'élève à 7 962 474 EUR, alors que le volet Mali dispose d'un budget de 3 956 585 EUR.

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2016 - 2019	Projet d'appui à la résilience des communautés dans la région de Gao	Programme alimentaire mondial (PAM)	1 500 000
2016 - 2018	Projet d'insertion professionnelle et de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	1 500 000
2016 - 2019	Projet de décentralisation et de gouvernance inclusive et durable	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	1 000 000
2016 - 2019	Projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux	Bureau international du travail (BIT)	1 500 000
2016 - 2021	Accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente au changement climatique	ONU Femmes	3 950 000

3. Coopération régionale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2016 - 2020	FEVE III - Lutte contre le VIH/sida	Enda Santé	5 338 148
2016 - 2018	Formations dans le domaine bancaire et financier en Afrique de l'Ouest auprès de la BCEAO	House of Training/ATTF	300 000
2016 - 2022	Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique	FMI/AFRITAC Ouest	5 000 000
2013 - 2018	Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle	UE/OMS	12 000 000
2017	Appui des réseaux en finance inclusive - appui institutionnel et d'implémentation	ADA	172 000
2014 - 2018	Appui des réseaux en finance inclusive - formations techniques	ADA	350 000
2010 - 2018	AXIS	Union africaine	300 000

4. ONG

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2017 - 2021	Former les jeunes en métier au Mali	Bridderlech Deelen	360 000
2016 - 2018	Programme de développement par l'autopromotion de la région de Bamako (phase VI)	Chrëschte mam Sahel	280 000
2017 - 2019	Réaliser des aménagements du territoire avec les communautés et les représentants locaux de la banlieue de Bamako	Croix-Rouge	130 136
2017 - 2019	Rénovation d'au moins 250 maisons en techniques améliorées dans la banlieue de Bamako	Croix-Rouge	130 000
2017 - 2019	Renforcement des capacités en matière de construction durable et d'assainissement au niveau de la communauté villageoise, des autorités locales et des volontaires du comité provincial de la Croix-Rouge malienne, ainsi que formation des volontaires en PHAST et PASSA.	Croix-Rouge	17 600
2016 - 2018	Action au Mali : Renforcer la protection (prévention, prise en charge psychosociale, réinsertion et réhabilitation) des filles mineures à risques et ou victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales (ESEC)	ECPAT	524 000
2016 - 2020	Infrastructure pour la santé de base	Fondation Raoul Follereau	828 000
2016 - 2020	Éducation sanitaire	Fondation Raoul Follereau	720 000
2016 - 2020	Éducation sanitaire	Fondation Raoul Follereau	240 000
2016 - 2020	Services sociaux	Fondation Raoul Follereau	172 800
2016 - 2020	Formation professionnelle	Fondation Raoul Follereau	112 800
2014 - 2017	Prévention des incapacités des enfants de moins de six ans : Détection, prise en charge et stimulation précoce dans les communes de Bamako et Sikasso	Handicap International	372 829
2017-2021	Développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant à Bamako	SOS International	176 800
2017-2021	Développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant à Socoura	SOS International	564 400
2017 - 2019	Projet d'aménagement de la mare de Lofine-Tiediana, commune de Kava, région de Ségou, Mali	SOS Sahel	281 190

5. Aide humanitaire

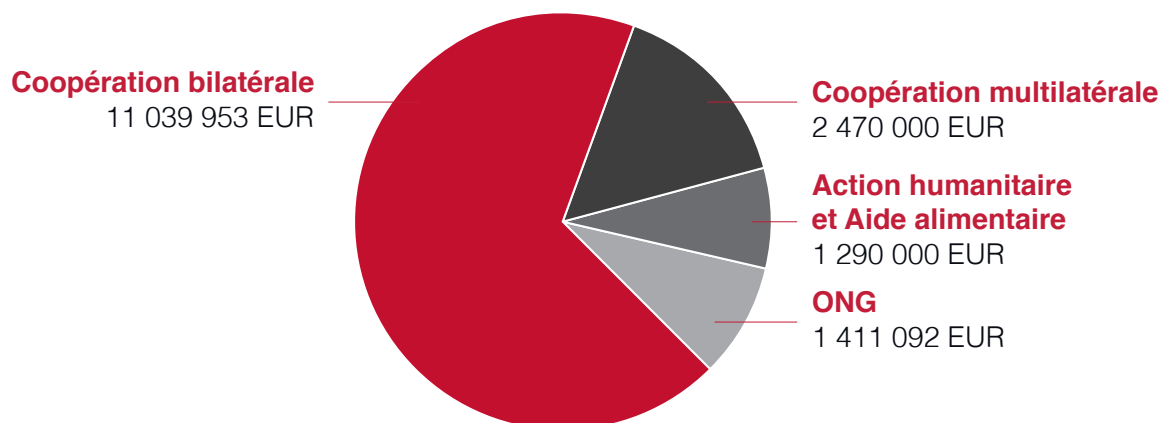
Durée	Titre	Organisation	Budget total EUR
2016	Programme du CICR au Mali	Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	500 000
2016	School Feeding	Programme alimentaire mondial (PAM)	500 000
2016 - 2017	Reconstruction de l'habitat et des infrastructures de base dans la région de Tombouctou	Croix-Rouge luxembourgeoise	400 000
2016 - 2017	Assistance médicale humanitaire dans la région de Gao	Médecins du monde (MDM)	600 000
2017	Urgence	Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	500 000

6. Coopération dans le domaine de la sécurité

Durée	Titre	Secteur	Budget total EUR
2014 - 2018	Mission civile EUCAP Sahel Mali	Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	390 000

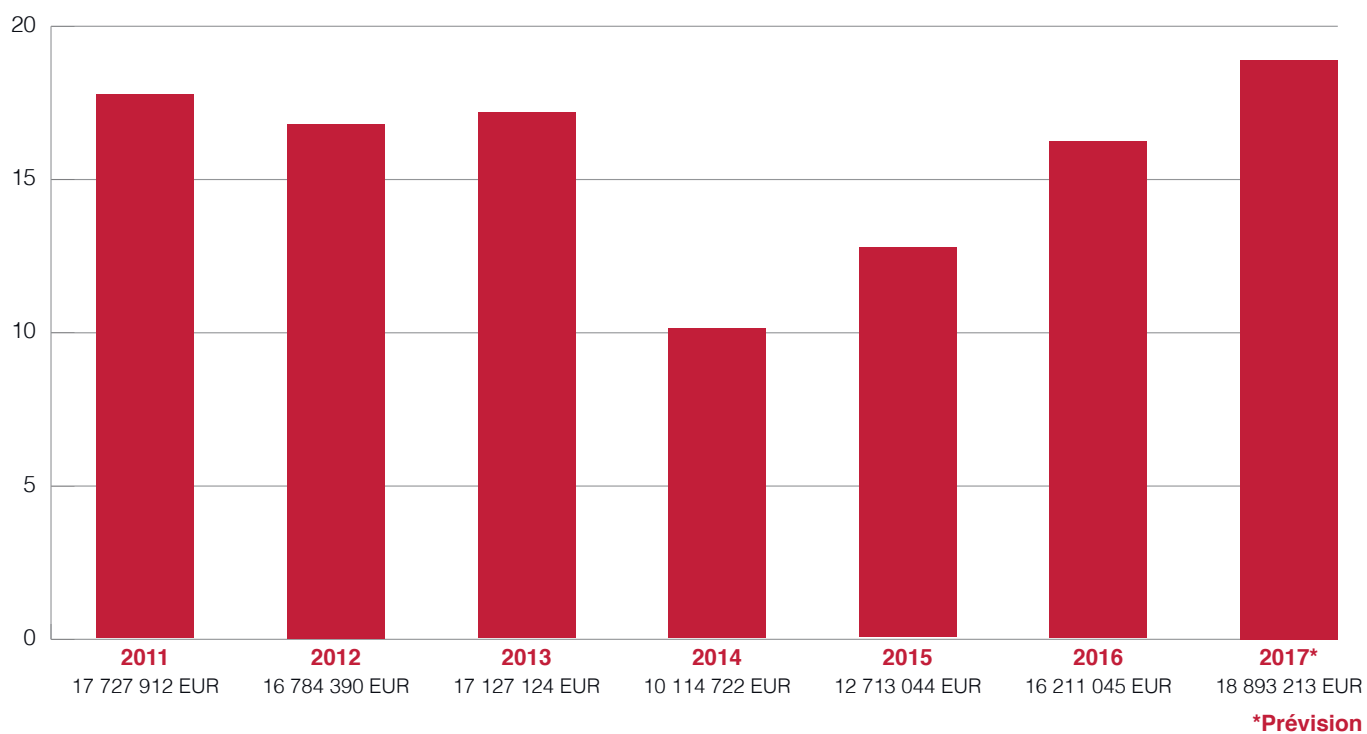
Chiffres (suite)

2016



Évolution de la mise en œuvre

millions EUR







Développement rural et sécurité alimentaire

2015 - 2019

MLI/021

Le secteur du développement rural et la sécurité alimentaire constituent l'épine dorsale du PIC III, qui prend l'orientation stratégique d'intervenir principalement sur les filières prioritaires comme le riz, le fonio et le sésame.

Le programme MLI/021 s'efforce, dans son intervention, d'accompagner et de renforcer les acteurs locaux et les services de l'État en harmonie avec les politiques et stratégies sectorielles, tant au plan national, qu'aux niveaux de la région, des cercles et des communes.

L'objectif global du programme est de diversifier et de renforcer durablement les sources de revenus agricoles et la sécurité alimentaire des

ménages. L'objectif spécifique est de développer et d'intensifier la productivité, la durabilité et la rentabilité de trois filières agricoles.

Le programme intervient dans la région de concentration Sud du PIC III, c'est-à-dire dans les cercles de Ségou, San, Tominian, Bla, Barouéli (région de Ségou) et Yorosso (région de Sikasso). La cible des bénéficiaires directs est constituée de 190 organisations de producteurs sélectionnées dont des producteurs de riz, de sésame et de fonio, incluant celles travaillant sur les aménagements hydro agricoles et une centaine de micro et petites entreprises (MPE) transformatrices de riz et de fonio.

En vue de l'atteinte de cet objectif, le projet vise à :

- développer les filières du sésame et du fonio à travers 90 organisations de producteurs et 50 micro et petites entreprises soutenues pour la production et la transformation du fonio et du sésame ;
- améliorer la sécurité alimentaire, en particulier grâce au développement de la filière rizicole ;
- contribuer à l'atteinte des résultats environnementaux et climatiques des politiques et stratégies agricoles ; et
- favoriser l'investissement et le climat des affaires pour un meilleur développement des filières.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
17 767 383 EUR



◀ Atelier utilisant un décortiqueur



Formation et insertion professionnelle

2015 - 2019

MLI/022

Le programme MLI/022 concerne la formation et l'insertion professionnelle au Mali, dans la région de concentration Sud du PIC III.

Bien qu'ayant connu des progrès importants en matière d'évolution de son taux brut de scolarisation, le système éducatif malien est aujourd'hui confronté à des défis majeurs : le maintien des effectifs et le développement des infrastructures pour augmenter l'accès et la qualité des enseignements.

En matière de formation professionnelle, les problématiques relatives à la qualité et à l'efficacité des formations existantes sont au cœur des préoccupations, soulignant le manque d'adéquation des compétences aux besoins du secteur productif et rendant complexe le défi de l'insertion professionnelle.

La stratégie d'intervention vise à élargir l'offre initiale et continue d'une formation professionnelle de qualité, basée sur les compétences et favorisant l'insertion professionnelle.

Cette stratégie s'articule autour de l'objectif principal du PIC III, à savoir le développement des

compétences du monde rural (plus particulièrement liée aux filières riz, sésame et fonio) de cinq cercles de la région de Ségou (Ségou, Barouéli, Bla, San et Tominian) et du cercle de Yorosso dans la région de Sikasso.

L'objectif global du programme vise non seulement à soutenir la création d'emplois pour les femmes et jeunes, mais aussi celle des activités génératrices de revenus. L'objectif spécifique de l'intervention concerne l'accroissement des compétences professionnelles des femmes et des hommes du monde rural, adaptées au marché de l'emploi. Trois résultats ont été identifiés en vue de l'atteinte de cet objectif, à savoir :

- le secteur de la formation professionnelle est mieux structuré et répond aux besoins de formation initiale du monde rural ;
- les besoins en formation continue du monde rural sont satisfaits ; et
- les dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes ruraux sont renforcés.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
9 961 000 EUR

Décentralisation et bonne gouvernance



2015 - 2019

MLI/023

Le volet décentralisation du PIC III est d'une importance particulière dans le contexte de mise en œuvre de l'accord de paix au Mali. Les évolutions récentes sonnent l'avènement d'une nouvelle poussée de décentralisation, marquée par l'opérationnalisation des agences de développement régionales, la création de nouvelles régions, et surtout aussi la nécessité du transfert de compétences et de budget vers les collectivités territoriales.

Étant donné que le MLI/023 compte accompagner ces efforts de décentralisation, il est entendu qu'il devra se donner suffisamment de flexibilité pour réagir aux évolutions en cours. Il s'aligne sur les politiques nationales de décentralisation, de réforme de l'État et de bonne gouvernance, ainsi que sur les systèmes nationaux de mise en œuvre.

Conformément aux intentions du PIC III et en alignement avec les politiques et stratégies nationales, l'objectif général vise à réunir, dans le respect des principes de bonne gouvernance, les conditions du développement socio-économique territorial. L'objectif spécifique se concentre sur

le secteur public qui devrait gagner en performance et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

Les résultats identifiés en vue de l'atteinte de cet objectif visent à :

- appuyer la gestion foncière, notamment en renforçant les commissions foncières, ainsi que la conception, le test et la dissémination de mécanismes et pratiques qui permettent un accès plus efficace, équitable et sécurisé à la terre et à l'eau ;
- fournir un appui institutionnel et organisationnel pour l'élaboration, le pilotage et le suivi des stratégies et politiques de décentralisation et de déconcentration ;
- accompagner l'État dans la programmation et la budgétisation de ses appuis à la régionalisation, exercés par les services déconcentrés ; et
- optimiser et innover les mécanismes de financement des collectivités territoriales.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
11 238 500 EUR

Programmes de développement durable dans les régions de Kidal et de Gao



2015 - 2019

La Coopération luxembourgeoise est présente depuis 1999 dans la région de Kidal avec un Programme intégré, le Programme de développement durable dans la région de Kidal (DDRK). L'élargissement de ce partenariat de longue date vers la région de Gao avec le Programme de développement durable dans la région de Gao (DDRG) constitue une nouveauté sous le PIC III.

Les programmes de la Coopération luxembourgeoise à Kidal et à Gao sont exécutés par l'agence d'exécution PROMAN S.A., en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales.

Le Programme de développement durable dans la région de Kidal a quatre composantes :

• Développement rural et sécurité alimentaire

Afin de favoriser le développement rural et la sécurité alimentaire de la région de Kidal, cette composante vise notamment un soutien aux moyens d'existence des populations locales comme le pastoralisme ainsi que l'économie de l'oasis, après une analyse en amont de leur impact environnemental. Il s'agit d'améliorer la disponibilité de l'eau pour les populations rurales et le bétail et de soutenir, en collaboration avec les autorités locales et les autres partenaires techniques et financiers, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de sécurité alimentaire.

• Santé et assainissement

Dans le souci d'améliorer l'accès des populations de la région de Kidal aux soins de santé de qualité, il s'agit notamment de renforcer ce volet à travers des réhabilitations et l'équipement des centres de santé. Il s'agit de même de soutenir l'émergence d'un système de gestion locale efficace et efficient de la santé dans les différentes communes. Afin de créer un environnement sain dans les principaux centres de concentration des

populations, cette composante appuiera l'élaboration et accompagnera la mise en œuvre de stratégies et de plans d'assainissement.

• Formation et insertion professionnelle

En vue de donner des perspectives aux jeunes et particulièrement aux femmes, le PIC III donnera comme par le passé un appui conséquent à la formation professionnelle dans la région de Kidal. Il s'agit d'assurer aux jeunes une formation professionnelle initiale et continue répondant aux besoins et nécessités en milieu rural. Le dispositif de formation duale sera notamment soutenu à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'installation et d'équipements d'artisans. À l'issue de leur formation, il s'agit de mettre à disposition des jeunes des initiatives favorisant leur insertion économique. Le Luxembourg prévoit également au terme du programme de construire un centre de formation professionnelle. Finalement, dans ce cadre, la Coopération luxembourgeoise appuiera des initiatives pour promouvoir la culture locale en tant qu'un des moteurs de la vie régionale et le retour de la stabilité.

• Décentralisation et bonne gouvernance

Pour aider la région de Kidal vers un retour à la normalité, cet axe appuiera le processus de décentralisation à travers l'appui-conseil aux collectivités territoriales pour les placer au centre du développement économique, social et culturel de la région. Comme lors du PIC II, un appui conséquent sera aussi donné aux mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ainsi que d'implication des communautés au développement local, en vue d'améliorer la participation citoyenne.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
8535000EUR

Le Programme de développement durable dans la région de Gao a deux composantes :

• Développement rural et sécurité alimentaire

Vu la disponibilité de terres aménageables le long du fleuve Niger, cette composante appuiera la production et la productivité des périmètres irrigués ainsi que les sites halieutiques et maraîchers.

Un accent fort sera donné à la sécurisation des produits et sous-produits issus de l'élevage. Dans cette perspective, il s'agit d'améliorer la disponibilité de l'eau pour les populations rurales ainsi que le bétail et de soutenir avec les autorités locales et les autres partenaires techniques et financiers, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de sécurité alimentaire.

• Formation et insertion professionnelle

Pour donner des perspectives économiques aux jeunes, il faut améliorer leur accès à une formation professionnelle initiale et continue répondant aux besoins et nécessités de la région de Gao, notamment en milieu rural. Comme à Kidal, le dispositif de formation duale sera soutenu à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie régionale d'installation et d'équipements d'artisans. Des mesures devant favoriser l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes sont envisagées.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 920 000 EUR

Partenariat entre l'Université du Luxembourg et les universités de Bamako



2015 - 2019

Depuis 2010, une action de coopération est menée par la faculté de droit et d'économie de l'Université du Luxembourg avec l'Université des sciences juridiques et politiques et avec l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako. Chaque année, des professeurs en droit et en économie de l'Université du Luxembourg viennent donner des cours à Bamako et des enseignants de Bamako sont invités à Luxembourg. Les déplacements ont été interrompus pendant un an suite au coup d'État en mars 2012, mais ils ont repris en 2014.

Le PIC III entend étendre ce partenariat avec un soutien concret et ciblé aux efforts de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. La faculté de Droit et d'économie de l'Université du Luxembourg appuiera dans ce sens la coordination des universités de Bamako avec d'autres universités partenaires de la sous-région.

Un soutien conséquent sera donné à l'enseignement supérieur, à la formation des enseignants et à la recherche en général dans le domaine du droit et de l'économie.

Concrètement, la mise en place d'un programme de Master en Droit et d'un programme de Master en Finance d'entreprise est envisagée ainsi que des initiatives pour structurer davantage la recherche dans ces domaines.

Un appui en ressources documentaires ainsi qu'à la gouvernance de l'université des Sciences juridiques et politiques et l'université des Sciences sociales et de gestion de Bamako sera apporté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
861 500 EUR

SOS Faim : Dispositif innovant de financement de l'agriculture familiale au Mali et au Burkina Faso - Agri+



2016 - 2022

Ce projet vise à contribuer à la transformation et la modernisation des exploitations agricoles dans des zones ciblées au Mali et au Burkina Faso via la mise en place de deux outils de financement (fonds de garantie et ligne de crédit) et d'un programme de formation. Cette stratégie facilite non seulement l'accès des exploitations familiales et organisations de producteurs agricoles au financement agricole, mais leur offre également et surtout des produits de financement à moyen et long terme, adaptés à leurs besoins.

Le cycle de formation proposé par Agri+ vise à renforcer les compétences des organisations de producteurs en financement agricole. Ces formations, conjuguées à la création d'espaces de dialogue multi-acteurs sur la thématique, favorisent

la confiance entre les institutions de microfinance, les banques et leurs clients, ce qui est primordial pour un investissement agricole durable.

Dans le cas du Mali, le projet Agri+ fait partie du troisième Programme indicatif de Coopération (2015-2019). Il est mis en œuvre sur une durée de sept ans et agit en synergie avec les actions de LuxDev, du Bureau international du travail (BIT) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui sont les autres acteurs soutenus par le ministère dans le domaine du développement rural, qui constitue l'épine dorsale du PIC III.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
volet Mali : 3 956 585 EUR
budget total : 7 962 474 EUR



© Atelier Performances / SOS Faim

Participants à une formation en finance agricole Agri+ ▲

Projet d'appui à la résilience des communautés dans la région de Gao



2016 - 2019

Le projet mis en œuvre par le Programme alimentaire mondial (PAM) intervient en réponse à la crise sécuritaire et à l'instabilité institutionnelle, qui a particulièrement affecté la zone nord du pays depuis le coup d'État au Mali de mars 2012. Faisant suite à la signature de l'accord de paix d'Alger (mai et juin 2015), un processus est actuellement en cours qui devrait notamment permettre la reconstruction et le développement socio-économique du nord du Mali. Le présent

projet contribue à ces efforts, en mettant l'accent sur la création et la réhabilitation des moyens de subsistance essentiels (agriculture et élevage) afin d'augmenter le niveau de la production alimentaire et d'améliorer la capacité des populations à faire face aux chocs économiques et environnementaux sur le moyen et le long terme.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 500 000 EUR

Projet d'insertion professionnelle et de renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural



2016 - 2018

Le projet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'insère dans le contexte d'un marché de l'emploi au Mali caractérisé par un faible niveau de l'offre, un sous-emploi chronique en milieu rural et le retour de personnes déplacées, y compris de jeunes dans leur localité d'origine. Le projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté des jeunes ruraux des régions de Ségou et Sikasso à travers leur insertion professionnelle dans les chaînes de valeur des filières agroalimentaires porteuses.

Le projet bâtira sur les acquis du PIC II et les bonnes pratiques développées par la FAO à travers l'établissement de Champs-école paysans (CEP). En s'inspirant des CEP, la FAO mettra en œuvre au Mali une approche mieux adaptée aux jeunes, visant à les rendre autonomes en milieu rural à travers les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 500 000 EUR

Projet de décentralisation et de gouvernance locale inclusive et durable



2016 - 2019

Le projet du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) s'insère dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation nationale au Mali lequel accorde un rôle important à la décentralisation comme cadre et outil de mise en œuvre de la libre administration des collectivités territoriales du Mali. Il tient également compte des recommandations issues des États généraux de la décentralisation (octobre 2013) qui prévoient notamment de « mettre la région au centre du développement économique, social, culturel et environnemental ».

Le projet en question vise à appuyer le gouvernement du Mali dans la réalisation de ses efforts d'approfondissement de la décentralisation déclinés notamment dans son document cadre de politique nationale de décentralisation 2015-2024. De manière plus spécifique, ce projet permettra au PNUD d'ap-

porter une réponse stratégique à la promotion du développement économique régional notamment par le renforcement des capacités des collectivités territoriales cibles de Ségou (Ségou, San, Tominian, Bla) et de la région de Sikasso (Yorosso) à délivrer des services publics de base, l'amélioration de leurs capacités à mobiliser les ressources financières, et ceci dans le respect des principes de bonne gouvernance. Pour cela, il s'appuiera sur les leçons apprises et les bonnes pratiques du PNUD et du Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) en matière de décentralisation/développement local au Mali dont notamment les projets-pilotes conjoints PNUD-UNCDF mis en œuvre dans les régions de Tombouctou et Mopti en appui aux collectivités territoriales.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 000 000 EUR

Projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes ruraux



2016 - 2019

Ce projet mis en œuvre par le Bureau international du travail (BIT) s'insère dans le contexte d'un marché de l'emploi au Mali caractérisé par un faible niveau d'offre d'emplois, un chômage urbain élevé, notamment chez les jeunes, ainsi qu'un sous-emploi chronique en milieu rural, principale source de migration des populations vers les centres urbains.

Le projet, qui tient compte des leçons apprises et des bonnes pratiques du PIC précédent, vise à améliorer l'employabilité des jeunes ruraux et leurs revenus dans des circuits productifs par un dispositif intégré favorisant la création et la gestion de micro et petites entreprises (MPE) durables. Il devra ainsi contribuer au renforcement des compé-

tences techniques des établissements de formation professionnelle, des cellules d'appui à l'insertion et des cadres des services publics en charge de l'emploi et du travail en vue d'améliorer la coordination générale du secteur de la formation professionnelle et technique. Le projet visera par ailleurs une implication renforcée du secteur privé, des organisations d'employeurs/travailleurs et des collectivités locales pour une meilleure prise en compte de la dimension insertion dans leurs outils de planification et budgets.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 500 000 EUR

Accès des femmes aux moyens de production pour une agriculture résiliente au changement climatique



2016 - 2021

Le programme mis en œuvre par ONU FEMMES et géré en étroite collaboration avec les autorités maliennes et un des principaux groupes privés au Mali, le groupe KLEDU, vise à appuyer le gouvernement du Mali dans la mise en œuvre de son document de cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable en accompagnant les femmes transformatrices agroalimentaires et les femmes rurales des filières retenues impactées par le changement climatique à développer des capacités de résilience dans le domaine de l'agriculture et à accroître leur pouvoir économique. Il s'agira de les accompagner tout au long de ce processus, à commencer par l'acquisition de la terre jusqu'à l'accès aux marchés. L'objectif global du

programme est de contribuer de manière durable, d'ici 2021, à l'amélioration des conditions de vie de 25 000 femmes qui subissent les effets néfastes du changement climatique.

Il y a lieu de noter que les domaines visés par le programme, dont en particulier l'agriculture durable, font partie des domaines d'intervention prioritaires du Luxembourg au Mali (résilience, agriculture, fonds de garantie, etc.) avec notamment des appuis via LuxDev et la FAO au sud et PROMAN et PAM/ISPR au nord (dont Gao) ainsi que SOS-Faim.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 950 000 EUR

ENDA-Santé – FEVE III



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Mali un projet dans le domaine de la lutte contre le VIH/Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/ SIDA en Afrique de l'Ouest

(2016 – 2020) » est le seul à l'échelle sous régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 338 148 EUR

Partenariat entre la BCEAO et la House of Training



2016 - 2018

En 2016, le Luxembourg a renouvelé son appui à la House of Training/ATTF pour délivrer des formations dans le domaine bancaire et financier dans la zone UEMOA, en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Destinés à des entités publiques et privées, issues des États membres de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), les appuis en formation

(p.ex. en gestion des risques bancaires, audit et contrôle internes) délivrés via la House of Training répondent à des besoins spécifiques exprimés par la BCEAO et qui ne sont pas couverts par leur organisme de formation interne, le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB).

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

FMI - AFRITAC Ouest



2016 - 2022

Depuis 2016, la Coopération luxembourgeoise et le ministère des Finances appuient la deuxième phase du centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique de l'Ouest avec une enveloppe totale de 5 millions EUR. L'assistance technique se concentre sur le renforcement des capacités de gestion macro-économique afin de permettre

aux huit pays de l'UEMOA de mettre en œuvre des politiques de stabilité financière et de promotion de la croissance et d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 000 000 EUR

Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle (CSU)



2013 - 2018

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'OMS et en collaboration avec l'Union européenne, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siégeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et couvrant le Burkina Faso et le Niger, un deuxième siégeant dans le bureau de l'OMS à Bamako et couvrant le Mali,

le Sénégal et le Cabo Verde, et enfin un troisième dans le bureau à Vientiane en charge du Laos.

Au Mali, le Partenariat a contribué à l'élaboration du plan national de suivi et évaluation du PRODESS, ainsi qu'à l'élaboration des comptes nationaux de la santé. Un accent particulier est mis sur la décentralisation et les activités du Partenariat ont inclus la formation des équipes cadre des districts et régions, ainsi que l'appui à l'élaboration des plans opérationnels du PRODESS dans sept régions.

Le Mali est très engagé au niveau des échanges Sud-Sud sur les meilleures pratiques en matière de couverture sanitaire universelle. Mis à part des missions d'études dans les pays avoisinants, le Mali a aussi documenté sa propre expérience en matière de dialogue politique en santé pour servir de bonne pratique.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise pour le programme global couvrant les six pays :
12 000 000 EUR



ADA : Appui des réseaux en finance inclusive

2017

À travers un soutien financier du Luxembourg, ADA - Appui au développement autonome, une ONG spécialisée en finance inclusive, fournit un appui au Mali, en encourageant l'échange d'expertise et l'innovation par l'inclusion des acteurs du secteur dans des initiatives régionales.

La Confédération des institutions financières de l'Afrique de l'Ouest (CIF) est une initiative collective de six réseaux coopératifs de Caisse d'épargne et de crédit qui a pour mission de leur fournir des leviers techniques et financiers par l'innovation (financière et organisationnelle) et

la création d'unités d'affaires (banque et compagnies d'assurance).

Sur la base du nouveau plan d'affaires 2016-2020, ADA et la CIF ont identifié des activités à réaliser ensemble durant l'année 2017. ADA, en collaboration avec la CIF, fournit un appui institutionnel et d'implémentation de nouveaux outils, avec le potentiel d'atteindre plus de 4 millions de membres des réseaux.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
172 000 EUR

Janvier 2014 - Juin 2018

ADA propose également neuf formations techniques de haute qualité, développées par le *Consultative Group to Assist the Poor* (CGAP) pour le renforcement du secteur de la microfinance. Ce réseau de formateurs compte actuellement plus de 150 professionnels certifiés ou en

cours de certification, 17 personnes ressources et 17 partenaires institutionnels rayonnant sur 11 pays d'Afrique, dont le Mali. Le projet a débuté en 2014, et sera mis en œuvre jusqu'en juin 2018.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
350 000 EUR

Union africaine - AXIS



2010 - 2018

La Coopération luxembourgeoise, à travers son agence LuxDev, assure le rôle de lead financier du projet « *African Internet Exchange System* » initié par l'Union africaine dans le cadre du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Prolongé jusqu'en 2018, le projet AXIS a pour objectif de mettre en place une infrastructure internet robuste à l'échelle du continent africain. Il prévoit ainsi la mise en place de points d'échange internet dans les 33 pays africains qui ne disposent pas

encore d'une telle infrastructure et la création de cinq « regional internet hubs ». Ce projet permettra ainsi de dégager d'importantes économies – estimées à 300 millions EUR par an – en évitant aux flux internet africains de devoir transiter par des points d'échange situés en dehors de l'Afrique.

Budget total : 5 350 000

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

Coopération avec les ONG

Parmi les ONG sous accord-cadre, Handicap International Luxembourg, la Fondation Folle-reau Luxembourg, la Fondation Caritas Luxembourg, la Fondation Bridderlech Deelen, ECPAT et SOS Villages d'Enfants mettent actuellement en œuvre des projets qui se situent dans les secteurs de la formation professionnelle, le développement rural, la planification familiale, les soins en matière de fertilité, l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, les services médicaux, l'éducation sanitaire, les services sociaux et l'infrastructure et services sociaux divers.

Le budget total de ces projets s'élève à 5 786 707 EUR dont la Coopération luxembourgeoise cofinance 80 %, donc au total 4 629 365 EUR.

Parmi les ONG sous cofinancement simple, SOS Sahel Luxembourg et ECPAT mettent en œuvre des projets de développement dans les secteurs des droits humains et du développement agricole.

Le budget total de ces projets s'élève à 1 134 876 EUR dont la Coopération luxembourgeoise cofinance 75 %, donc au total 851 157 EUR.



© LuxDev

Action humanitaire

Depuis 2014, le Luxembourg a fait des contributions de 7 115 280 EUR à des programmes d'urgences au Mali pour répondre aux besoins humanitaires engendrés par la crise malienne ainsi que les aléas climatiques. En 2017, le Luxembourg a appuyé un projet de la Croix-Rouge luxembourgeoise à hauteur de 200 000 EUR ainsi qu'un projet d'assistance médicale humanitaire dans la région de Gao de l'ONG

Médecins du monde (350 000 EUR). De plus, le Luxembourg a affecté une somme de 500 000 EUR à l'aide d'urgence prodiguée par le CICR et a alloué 500 000 EUR au programme *school feeding* du PAM. Le Luxembourg a également alloué 100 000 EUR au Service aérien d'aide humanitaire des Nations unies. Le montant total des sommes allouées pour l'année 2017 est donc de 1 650 000 EUR.

Mission civile EUCAP Sahel Mali

2014 - 2018

La crise au Mali, l'instabilité en Libye et les activités terroristes dans la région du lac Tchad, menacent la sécurité et le développement des pays de la région. Au Sahel, le trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains est indissociable de la menace terroriste, tant il en représente une source de financement potentiel. Les vastes zones désertiques, qui échappent au contrôle des autorités maliennes, témoignent d'une hausse importante de la criminalité organisée.

Dans ce contexte, le bon fonctionnement de la sécurité du Mali est essentiel. Complémentaire aux autres instruments européens de développement et de stabilité, la mission PSDC (politique de sécurité et de défense commune) civile EUCAP Sahel Mali, lancée en janvier 2015 suite à la demande du gouvernement malien, constitue un élément important de la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement dans le Sahel, adoptée en mars 2011.

Afin de soutenir les efforts actifs du Mali visant à rétablir l'autorité de l'État et en étroite coordination avec d'autres partenaires internationaux, notamment la mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies au Mali (MINUSMA), EUCAP Sahel Mali fournit une assistance et des conseils à la police nationale, à la gendarmerie nationale et à la garde nationale dans la mise en œuvre de la réforme de la sécurité établie par le nouveau gouvernement.

L'objectif de la mission est d'améliorer l'efficacité opérationnelle des forces de sécurité intérieure, de rétablir leurs chaînes hiérarchiques respec-

tives, de renforcer le rôle des autorités judiciaires et administratives en matière de gestion et de contrôle de leurs missions et, finalement, de faciliter leur redéploiement vers le nord du pays.

En outre, EUCAP Sahel Mali renforce sa coopération avec les autres missions PSDC dans la région, à savoir EUBAM Libye et surtout EUCAP Sahel Niger.

Depuis la création de cette mission au Mali le Luxembourg met à disposition un agent de la police grand-ducale au sein de la mission EUCAP basée à Bamako. En 2015, la Coopération luxembourgeoise a alloué 250 000 euros à un projet visant à mettre en place un système d'information et de communication (intranet/internet) pour les forces de sécurité intérieures du Mali (2015-2017).

En 2016, et en complémentarité avec le premier projet, le Luxembourg a alloué 140 000 euros pour la mise en place d'une base de données criminelles de la police malienne à Bamako (2016-2018). En renforçant ainsi les capacités opérationnelles de la police malienne, le projet renforce également la chaîne pénale et contribuera à améliorer la situation sécuritaire tout en permettant à la police nationale d'offrir un meilleur service aux citoyens maliens.

Ces missions sont particulièrement importantes pour permettre à terme aux forces de sécurité intérieures d'assurer elles-mêmes la sécurité de leur territoire.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
390 000 EUR

Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar

Nicole Bintner-Bakshian

Ambassadeur

Route de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor
B.P. 11750
Dakar/Peytavin, SÉNÉGAL

Email: dakar.amb@mae.etat.lu
Tel: (221 -202) 33 869 59 59
Fax: (221 -202) 33 869 59 60

<http://dakar.mae.lu>

Bureau de l'ambassade à Bamako

Jacques Hoffmann

Premier Secrétaire

ACI 2000
Immeuble Patronat
B.P. 2103
Bamako, MALI

Email: jacques.hoffmann@mae.etat.lu
Tel: (223) 20 22 73 63
Portable: (223) 91 67 02 04

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Charlotte Helminger

*Attachée de Légation
Desk Mali, Sénégal*

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: charlotte.helminger@mae.etat.lu
Tel: (352) 2478 2374
Fax: (352) 46 38 42

Bureau pays de LuxDev au Mali

Lyn Voegele

Représentante résidente

ACI 2000
Immeuble Patronat
B.P. 2103
Bamako, MALI

Email: lyn.voegele@luxdev.lu
Tel: (223) 20 20 73 64

Fenke Elskamp

Chargée de Programme (à partir du 1^{er} janvier 2018)

LuxDev siège

Igor Wajnsztok

*Conseiller Programmes
Afrique francophone, Mali*

10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg, LUXEMBOURG

Email: wajnsztok@luxdev.lu
Tel: (352) 29 58 58 253
Fax: (352) 29 58 58 200



Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
*Ministère des Affaires étrangères
et européennes*

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par



en novembre 2017
